

*Questions orales***L'ENVIRONNEMENT****L'ÉLIMINATION DES ORDURES DANS LA RÉGION DE HALTON**

**M. Garth Turner (Halton—Peel):** Monsieur le Président, ma circonscription étouffe sous les ordures.

Dans la région de Halton, tous les sacs d'ordures sont expédiés aux États-Unis vers un incinérateur de l'État de New York qui ne répond cependant pas aux normes de lutte contre la pollution en vigueur en Ontario. Les polluants atmosphériques finissent donc par traverser la frontière; de plus les contribuables paient un million de dollars par mois pour exporter ces déchets.

Entre temps, on est à la recherche d'un nouveau site d'enfouissement dans de nombreuses municipalités de Halton—Peel. Des millions de dollars ont été gaspillés quand des localités se sont traînées mutuellement devant les tribunaux sur la question du projet d'emplacement d'un nouveau dépotoir. C'est bien sûr là de la folie au point de vue environnemental et économique.

Le problème de l'élimination des ordures est critique dans la région de l'agglomération torontoise, et je presse le gouvernement fédéral de collaborer avec les régions et avec les municipalités locales pour trouver une solution. Il faut créer un super organisme de gestion des déchets. Il faut que le fédéral intervienne pour briser l'impasse qui nous met dans la situation embarrassante d'avoir à exporter nos propres ordures aux États-Unis.

\* \* \*

**LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA****LA DESCENTE DANS LES ESCOUMINS**

**Mme Ethel Blondin (Western Arctic):** Monsieur le Président, le 13 juin avant l'aube un détachement important de 40 gendarmes a envahi une petite réserve d'autochtones située à l'est de Québec. La GRC est arrivée en voiture à la localité de Les Escoumins munie de mandats de perquisition, a fait une descente au bureau de la bande et a saisi des boîtes de documents, des dossiers et des ordinateurs. Le solliciteur général doit expliquer à la Chambre pour quelle raison on a effectué cette surprenante invasion de l'une des plus petites réserves du Canada.

Plus tard un autre groupe de policiers est arrivé avec des casques et des matraques et a utilisé des gaz lacrimogènes sur les membres de la réserve. Qu'est-ce qui

pourrait justifier des mesures aussi sévères de la GRC à la réserve où les représentants de l'ordre fonçant sur cette localité étaient aussi nombreux que ses habitants?

Le solliciteur général enquêtera-t-il sur cette descente de la GRC et assurera-t-il aux députés que ce genre d'intervention était effectivement justifié?

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES****LE RAPPEL DE L'AMBASSADEUR DU CANADA EN CHINE**

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, pourrais-je adresser ma question au vice-premier ministre?

Même si nous approuvons la décision du gouvernement de rappeler notre ambassadeur en Chine et si j'ai un grand respect pour Earl Drake, je pense qu'il est clair que, jusqu'à présent, les autorités chinoises n'ont pas fait attention ni réagi aux protestations internationales.

Le premier ministre pourrait-il convoquer l'ambassadeur de Chine au Canada et lui dire personnellement que la décision du gouvernement chinois de faire la chasse aux étudiants qui avaient manifesté pacifiquement et de les traiter comme des criminels de guerre n'est rien d'autre qu'une horrible répression totalitaire?

Le premier ministre pourrait-il aussi dire à l'ambassadeur de Chine, dans les termes les plus directs possibles, que les Canadiens éprouvent la plus grande sympathie pour la population et les étudiants chinois, mais aucune pour les tactiques d'État policier utilisées de façon aussi brutale contre les étudiants?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je pense que la convocation de l'ambassadeur, à la lumière de la répression qui se poursuit, est une suggestion constructive.

Je vais certainement lui communiquer l'opinion du gouvernement du Canada et lui souligner, comme vient de le faire le chef de l'opposition et comme l'ont fait d'autres députés, que notre position n'est absolument pas anti-Chine. Nous cherchons à encourager l'ouverture et la démocratie en Chine et nous désirons protester, le plus vigoureusement possible, contre les mesures répressives prises par le gouvernement chinois.